

Le Groupe *initiatives* a le plaisir de vous inviter à ses journées d'études

Coopérer en milieu urbain : quelles stratégies des OSI pour des politiques urbaines inclusives ?

Organisées à Dakar les 30 et 31 mars 2016

Les villes des pays en développement sont confrontées à des problématiques complexes : croissance démographique, urbanisation accélérée, extension spatiale et développement des quartiers précaires, place des autorités locales, développement économique, planification et accès aux services essentiels, consommation énergétique, etc. Le renforcement des inégalités, sociales et territoriales, questionne les capacités des acteurs à co-construire des politiques urbaines inclusives pour s'adapter à ces mutations et répondre aux besoins de ses habitants.

La majorité des dix organisations de solidarité internationale (OSI) du Groupe *initiatives*¹ appuient des initiatives techniques, financières et institutionnelles, fondées sur des approches participatives. Celles-ci ambitionnent de changer d'échelle et d'influencer les politiques urbaines. Si l'expérience de terrain démontre des réussites, elle témoigne aussi d'une difficulté à prendre en compte la complexité de la ville, les limites de la légitimité des mécanismes de concertation et de participation, la difficile pérennité financière des solutions proposées, le positionnement et le rôle ambigu des OSI en lien avec les autorités locales, etc.

A l'heure où les acteurs de la ville se tournent vers la préparation de la conférence des Nations unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III, Quito - octobre 2016), le Gi souhaite se saisir de cette dynamique pour organiser une réflexion collaborative sur ses pratiques en milieu urbain et leurs limites les 30 et 31 mars 2016 à Dakar.

Ces journées visent par conséquent à associer les autorités locales, la société civile, les partenaires techniques et financiers, la recherche et le secteur privé marchand à la réflexion du Gi sur les pratiques de ses organisations membres, et plus généralement des OSI, en milieu urbain. Ces journées seront organisées sous format d'atelier restreint (jusqu'à 30 personnes) dont les résultats seront publiés dans la série *Traverses* du Gi et alimenteront les positions françaises pour Habitat III.

Inscriptions obligatoires et limitées : casteuble@groupe-initiatives.org



L'expertise de 10 associations professionnelles de développement



¹ Le Groupe *initiatives* est un collectif de 10 organisations professionnelles de solidarité internationale qui mettent en avant leurs compétences au service d'acteurs engagés pour un développement durable et équitable, expérimentent et valident des approches efficaces et innovantes sur le terrain, et partagent leurs pratiques.

PROGRAMME

Mercredi 30/03 - 9:00 - 12:30

Travailler sur la ville / avec la ville / pour la ville ?

La complexité du contexte urbain est un élément déterminant de nos expériences d'intervention dans les villes. Nos organisations manquent de temps et de ressources pour établir des analyses systémiques des emboîtements d'échelles et du jeu des acteurs. Les dialogues institutionnels sont difficiles à construire. Cela rend délicate la lecture des enjeux, des instruments, des financements de l'aide et in fine, l'influence sur les politiques publiques.

Points de débats

- 1.1 Travailler sur l'urbain vs. travailler dans l'urbain (limites des approches sectorielles, promouvoir des approches territoriales et pluri-acteurs)
- 1.2 Savoir lire la ville : comment décrypter la complexité des acteurs et les modalités de « fabrique de la ville » par des analyses systémiques (diversité, rapports de force, emboîtement des échelles, poids de la coopération publique)

Mercredi 30/03 - 14:00 - 17:30

La concertation favorise-t-elle l'inclusion ?

Faut-il toujours de la concertation pluri-acteurs, et notamment avec les habitants, et pourquoi, notamment dans les contextes décentralisés où le conseil municipal ou communal est en soi un espace de délibération ? Pour les organisations membres du GI, la réponse est nettement positive : la concertation est nécessaire et même centrale, car les actions que nous menons ou appuyons ont vocation à servir des populations de quartiers défavorisés, excentrés et peu voire pas dotés en services de base, et que ces populations ont besoin de se faire entendre. C'est un choix assumé, qui ambitionne ainsi de contribuer à promouvoir des politiques inclusives socialement et spatialement et à assurer une vie démocratique sur les territoires, où les populations participent aux différentes étapes de diagnostic, de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques et projets, et où se construit progressivement un dialogue entre les populations et les pouvoirs publics.

Points de débats

- 1.1 Il y a plusieurs modalités pour mener la concertation entre collectivités, habitants et autres acteurs locaux. Quelles sont les différentes expériences à partager au sein du GI : quels cadres pour quels objectifs et quels résultats ? Peut-on établir une typologie des dispositifs de concertation établis ? Des recommandations sur les conditions à réunir ?
- 1.2 Les capacités des OSI du GI à faire le lien entre les habitants et les autorités, pour faire converger les intérêts d'acteurs, est un point fort de nos interventions. Toutefois les enjeux restent forts pour assurer que toutes les catégories de populations puissent s'exprimer. Qui sont les « bons » participants ? Quelles sont les personnes exclues et comment assurer leur participation ?
- 1.3 Concertation ou confrontation ? Les espaces de concertation sont souvent vécus par les autorités locales comme des lieux concurrents, d'où peuvent émerger des leaders et de futurs adversaires aux élections. Faut-il (et peut-on) pour autant éviter la politisation de ces espaces ? Quelles conditions réunir pour éviter trop de consensus et trop de conflits ou

d'instrumentalisation ? Quel positionnement et quelles compétences de l'accompagnement méthodologique apporté par les ONG du GI ?

- 1.4 Dans quelles circonstances et comment pérenniser ces espaces de concertation ? Comment conserver la qualité des débats contradictoires, la dynamique créative et le lien des membres à la base qui les a mandatés dans la durée ?

Jeudi 31/03 - 9:00 - 12:30

Comment mettre en place des solutions de financement pérennes et tenir compte des enjeux d'équité ?

Dans les zones d'intervention du Gi, les moyens financiers dont disposent les communes ou les ménages pour financer les services sont souvent faibles. C'est d'autant plus vrai pour les communes en zones rurales pauvres, ou les ménages des quartiers précaires, cibles privilégiées des interventions du Gi. Un enjeu d'équité se pose donc toujours lors de la mise en place de la tarification d'un service, ou d'une taxe s'appliquant à tous. La pérennité financière des services publics reste de fait difficile à assurer.

Points de débats

- 1.1 Peut-on faire mieux en termes de transparence et de pédagogie dans l'analyse des coûts, dans la définition des budgets et dans la fixation des prix ?
- 1.2 Pour renforcer le civisme fiscal des populations, quels sont les retours d'expérience sur les démarches d'élaboration de budgets participatifs et l'auto-évaluation de l'efficacité des actions de développement local ?
- 1.3 Comment concilier pérennité financière et accessibilité (ou universalité ?) du service ?

Jeudi 31/03 - 14:00 - 17:30

Quel positionnement des OSI et quels métiers pour co-construire des politiques urbaines ?

Nos organisations rassemblent un large panel de métiers et de compétences en ingénierie de développement : capacités à articuler les visions et situation des habitants, des techniciens et des décideurs ; connaissance fine du territoire et des enjeux ; production de connaissances ; capacités partenariales, médiation et mobilisation sociale, etc. Ces compétences, essentielles à l'élaboration de solutions urbaines pertinentes, nous poussent à revendiquer un droit à l'initiative sur les politiques publiques qui se trouve souvent en décalage avec les attentes des autorités locales.

Points de débats

- 1.1 Notre vision sur le rôle, le positionnement, et la valeur ajoutée de nos organisations est-elle partagée par les autorités locales, par les partenaires techniques et financiers et/ou par le secteur privé intervenant sur les mêmes territoires ?
- 1.2 Quelles sont les logiques d'alliance et les coalitions d'influence qui permettrait aux OSI de mieux travailler avec la ville ?
- 1.3 De quelle façon doit-on faire évoluer nos pratiques pour acquérir de véritables outils de changement et d'influence ?